



PROJET D'ACCORD CADRE N° AOO-B24-04993-SGV

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES,
établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B
775 685 019

représenté par Monsieur Bruno FEIGNIER, agissant en qualité de Directeur de Centre,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,

dont le siège social est situé _____,

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S _____,

représentée par Monsieur/Madame _____, agissant en qualité de _____,

A compléter par le soumissionnaire

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 5 - MODALITES DE MISES EN ŒUVRE DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 6 - DEFINITION DES MISSIONS DES MS	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION	8
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 10 - LIVRABLES	10
ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 12 - ASSURANCES	11
ARTICLE 13 - DELAIS	13
ARTICLE 14 - MONTANT	13
ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX	13
ARTICLE 16 - PENALITES	14
ARTICLE 17 - FACTURATION- REGLEMENT	14
ARTICLE 18 - REGIME FISCAL	16
ARTICLE 19 - JURIDICTION COMPETENTE	16
ARTICLE 20 - CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE	16
ARTICLE 21 - CONCLUSION DU MARCHE	16

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire qui accepte, la réalisation de missions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS), de niveau 2 ou 3 au sens de l'article R4532-1 du Code du Travail, se déroulant sur le site du CEA Grenoble ou sur le site de l'INES, ci-après désignées par « les Prestations ».

Le présent accord-cadre, multi-attributaire s'exécutera sur la base de marchés subséquents, conclus après remise en concurrence des 3 Titulaires de l'accord-cadre, dans les conditions prévues à l'article 5 du présent accord.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de commandes de **1 000 000 € HT** (un million euros hors taxes) sur la durée de l'accord-cadre, reconduction(s) comprise(s).

Le montant de chaque marché subséquent conclu au titre du présent accord-cadre ne saurait être supérieur à **70 000 € HT** (soixante-dix mille euros hors taxes).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé AOO-B24-04993-SGV avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé 2025 – AO_AC – CSPS 2025_2028 en date du 14/01/2025, etc...) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) [pour les marchés avec présence de personnel sur site hors chantiers clos et indépendants] ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [] du [], à titre supplétif.

A compléter par le soumissionnaire.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 – Les annexes suivantes font partie intégrante du présent accord-cadre :

- Annexe n°1 : tableau de prix.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondants techniques du CEA

- Mme Sarah Dhellemme – Pilote du contrat - Tél. : 04.38.78.40.24
Email : Sarah.DHELLEMM@cea.fr

- M. Gérard Sanchez – Coordinateur technique - Tél. : 04.38.78.64.74
Email : gerard2.sanchez@cea.fr

3.2 - Correspondant commerciaux du CEA

- Mme Sabine Galouzeau– Service des Marchés et Achats – Tél. : 04.38.78.90.35

E-mail : sabine.galouzeaudevillepin@cea.fr

- M. Steven YHUEL – Chef de bureau - Service Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.95.74

E-mail : steven.yhuel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur : Tél : 01 69 08 47 50

Email : [S3C-Fournisseur GRE@cea.fr](mailto:S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr)

RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

_____ Tél : _____

Email : _____

Correspondant commercial :

_____ Tél : _____

Email : _____

A compléter par le soumissionnaire

Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- de suivre le déroulement du présent accord-cadre
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme _____ Tél : _____

Email : _____

A compléter par le soumissionnaire

Dans l'hypothèse où le responsable désigné par le Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins trois mois à l'avance. Une période de recouvrement sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le Titulaire s'engage à procéder à ce remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché est conclu pour une durée de **deux (2) ans** à compter de sa notification.

L'accord cadre est reconductible **deux (2) fois** par période de **douze (12) mois**, soit une durée maximale de quatre ans.

Le CEA notifie sa décision de reconduction expresse, si besoin, par lettre recommandée avec demande d' accusé réception dans un délai d'au moins **un (1) mois** avant le terme du marché.

La non reconduction expresse de l'accord cadre ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

5.1 - Généralités

Le présent accord cadre est mis en œuvre au moyen de marchés subséquents que le CEA contractualise selon ses besoins.

Le CEA ne s'engage pas sur une quantité minimale ou maximale de marchés subséquents pendant la durée du présent accord cadre, le Titulaire ne peut donc prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

Le CEA se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre opérateur économique pendant toute la durée de l'accord-cadre pour les Prestations objets de celui-ci, notamment dans le cas où l'offre des Titulaires ne satisfait pas aux exigences du CEA pour le marché subséquent, ou en cas d'incapacité de ceux-ci.

Le montant total des marchés subséquents pour la durée initiale et pour toute la période de reconduction de l'accord-cadre ne saurait excéder le montant défini à l'article 14 « Montant ». Chaque marché subséquent est limité dans son montant à celui défini à l'article 14 « Montant ». Pour tout besoin excédant ce plafond, le CEA procède par voie de mise en concurrence en dehors de l'application du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des marchés subséquents émis par le CEA pendant la durée de l'accord-cadre, et ce, même si le délai d'exécution du marché subséquent va au-delà de la date de fin de l'accord-cadre.

5.2 - Modalités d'attribution des marchés subséquents

5.2.1 - Mise en concurrence

Pour chaque Prestation à réaliser, conformément à l'article R2162-10 du Code de la Commande publique, le CEA adresse aux Titulaires de l'accord-cadre retenus à l'issue de la procédure d'appel d'offres ouvert n° AOO-B24-04993-SGV, un dossier de consultation. Cet envoi se fait par la plateforme de dématérialisation des marchés de l'Etat « PLACE » si le montant estimé du marché subséquent est supérieur à 40 000€ HT, et par mail adressé au correspondant indiqué à l'article 3.4 du présent accord-cadre dans les autres cas.

Ce dossier comprend notamment les informations suivantes :

- Le cahier des charges technique spécifique ci-après dénommé « CCT Spécifique »
- La DPGF
- Les délais d'exécution demandés ou souhaités, et le planning associé le cas échéant,
- La date de visites
- Date limite de réception des offres.

Le Titulaire doit envoyer par PLACE ou par mail le cas échéant à l'attention du correspondant du CEA du présent accord-cadre, sa meilleure offre financière et technique, dans le délai indiqué au dossier de consultation. Ce délai est de minimum 15 jours calendaires.

5.2.2 - Dispositions relatives à l'offre du Titulaire

- Contenu et validité de l'offre

Le Titulaire doit adresser au CEA, dans le délai indiqué dans la consultation, une offre détaillée faisant apparaître :

- une proposition financière
- une proposition technique répondant aux objectifs et aux résultats attendus et définis dans le CCT spécifique. Cette proposition technique devra au minimum contenir les informations suivantes :
 - Un document permettant de mettre en exergue les points marquants du chantier montrant sa compréhension du dossier et justifiant les quantités indiquées sur la DPGF.
 - Les CV des CSPS désignés pour réaliser la mission avec attestation de compétence (initiale et recyclage), parcours professionnel (en adéquation avec le BTP), formations (amiante,

électrique, AIPR, ATEX...), habilitations et/ou attestations spécifiques, liste des références sur des opérations de même typologie ainsi que pour leurs back up suppléants.

- Le plan de charge mensuel du CSPS désigné pour justifier et garantir de sa disponibilité et de sa réactivité en fonction notamment du planning et des autres éléments du programme remis
- L'acceptation du nombre de visites et de réunions minimum prévues par le CEA, en phase réalisation, pour assurer la mission.

L'offre du Titulaire doit être valable au moins 3 mois à compter de sa date de réception par le CEA.

- ***Obligation de remise d'une offre***

En signant le présent accord-cadre multi attributaire le Titulaire s'engage à répondre aux consultations émises par le CEA et dans le délai mentionné dans la consultation. Le CEA définit un délai de réponse raisonnable tenant compte de la complexité de l'affaire concernée.

Si le Titulaire n'est pas en mesure de remettre une offre dans le cadre d'une consultation, il doit en informer le CEA, au plus tard à la date limite de remise des offres, en justifiant le fait qu'il ne soumissionne pas (expliquer les motifs légitimes de son défaut d'offre).

Le CEA se réserve le droit d'exclure du présent accord-cadre sans indemnité le Titulaire qui n'a pas respecté à trois reprises successives cette obligation de participation.

5.2.3 - Analyse des offres

Pour chaque consultation, les propositions conformes au besoin du CEA seront jugées d'après les critères de sélection ci-dessous, pondérés de la manière suivante :

- Le prix des Prestations **45 %**
- Adéquation de la compétence du coordonnateur SPS et de son suppléant avec les caractéristiques de l'opération (nature et complexité) **15%**
- La compréhension des besoins **20%**
- La cohérence du plan de charges du CSPS et son suppléant **20%**

Il n'y aura pas de négociations. Après analyse des offres, un marché subséquent sera attribué au Titulaire ayant remis l'offre la mieux-disante.

5.2.4 - Formalisme des marchés subséquents

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des Prestations qu'après avoir reçu la notification du marché subséquent qui vaut acceptation de l'offre présentée, signé également par la personne habilitée du CEA.

Le marché subséquent doit au minimum comporter les mentions suivantes:

- les références du présent accord-cadre et de la proposition du Titulaire,
- l'objet du marché subséquent,
- Le(s) délais, ou le planning le cas échéant,
- le prix,
- les conditions de facturation si celles-ci sont spécifiques.

Les marchés subséquents sont régis par les dispositions du présent accord cadre.

5.2.5 - Maintien de compétence

Pour chaque marché subséquent passé au titre du présent accord cadre, le Titulaire désigne un coordonnateur et un coordonnateur suppléant qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations. Au cas où le coordonnateur du Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins deux mois à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum d'un mois sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le Titulaire s'engage à procéder à ce remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Le Titulaire soumettra pour accord au CEA un dossier qui démontrera la compétence et la qualification de ce nouvel interlocuteur.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec avis de réception et prennent effet dès la date de réception de ladite lettre.

ARTICLE 6 - DECOMPOSITION DES MISSIONS DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges et les « CCT Spécifiques » définis à l'article 6.2 ci-après, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Pour chaque mission de CSPS, les Prestations confiées au Titulaire font l'objet d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle et de prestations sur bordereau de prix lorsque celles-ci sont nécessaires.

6.1 - Tranche ferme des marchés subséquents : Mission d'Etude, de Conception et d'Elaboration du projet

La tranche ferme comprend notamment :

- L'analyse des phases APS, APD, PRO.
- L'élaboration du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).
- La constitution du Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO).
- L'ouverture du Registre-Journal.
- La définition des sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques.
- La mise en place des mesures nécessaires à la coordination du chantier,
- L'élaboration du document harmonisé de l'organisation des livraisons (DHOL).

Les Prestations attendues, ainsi que le contenu de chaque tâche sont détaillés dans le cahier des charges cité à l'article 2 du présent accord-cadre ainsi que le CCT Spécifique concerné.

6.2 - Tranche optionnelle n°1 des marchés subséquents: Mission de suivi d'exécution

La tranche optionnelle comprend notamment :

- Une mission de coordination générale,
- La prise en compte des interférences avec les activités sur le site,
- La gestion de l'accès au chantier,
- La vérification des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
- La participation aux Commissions Locales de Sécurité,
- Information du Maître d'Ouvrage.

Les Prestations attendues ainsi que le contenu de chaque tâche sont détaillés dans le cahier des charges cité à l'article 2 du présent accord-cadre ainsi que le CCT Spécifique concerné.

Seule la tranche ferme est exécutoire dès la signature du marché subséquent.

La tranche optionnelle n°1 est éventuellement affermie par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard à l'attribution des marchés de travaux.

Le Titulaire ne pourra pas prétendre au versement d'une indemnité en cas de non affermissement de la tranche optionnelle n°1.

La durée estimative de la tranche optionnelle n°1 de chaque marché subséquent est systématiquement indiquée dans les CCT Spécifique. La tranche optionnelle peut faire l'objet, à la demande du CEA, d'une prolongation, dans ce cas les prestations supplémentaires réalisées par le CSPS sont rémunérées via les prestations sur bordereau de prix.

6.3 – Prestations sur bordereau de prix

Les Prestations sur bordereau de prix sont les suivantes :

- participation à la réunion hebdomadaire de chantier incluant une visite de chantier au-delà de la durée estimative du chantier indiqué au cahier des charges,
- visite de chantier inopinée supplémentaires,
- consignation des réunions et des visites au registre journal en cas de visites supplémentaires,
- inspection commune et analyse et harmonisation PPSPS supplémentaires.

Les prestations sur bordereau de prix sont réalisées en tant que prestations supplémentaires, si nécessaire, au terme de la durée estimative de la tranche optionnelle n°1 ou sur demande du CEA lorsque le CEA souhaite faire réaliser au Titulaire des prestations supplémentaires non-prévues au CCT Spécifique (exemple ajout du nombre de visites inopinées).

Ainsi, les bons de commande seront émis par le CEA sur la base du bordereau des prix unitaires figurant en annexe au marché subséquent.

Ils sont envoyés au Titulaire par mail à l'adresse [REDACTED] (**à compléter par le soumissionnaire**).

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des bons de commande émis dans le cadre des marchés subséquent par le CEA pendant la durée du marché.

6.4 – Déroulement de la mission

Les missions de CSPS commencent à la date de signature/notification du marché subséquent concerné et s'achève :

- à l'issue de la tranche ferme si le CEA n'affermite pas la tranche optionnelle,
- à la date de réception de l'Ouvrage, ou si des réserves ont été émises, à la date de la levée de la dernière réserve lorsque la reprise nécessite l'intervention d'au moins deux entreprises.

L'achèvement du marché subséquent et de la mission du CSPS est constaté par procès-verbal signé contradictoirement par les deux parties.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné au cahier des charges, sur le site du CEA de Grenoble et sur le site de l'INES

7.1 - Mise à disposition de fichiers ou programmes informatiques ou documents

Dans le cadre des Prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables), des documents.

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des ensembles mis à la disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ou documents ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des Prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes ou documents.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelés à travailler pour exécuter les Prestations considérées. A l'issue des Prestations, le Titulaire doit restituer sans délais les fichiers ou programmes ou documents au CEA, ainsi que les données concernées et n'en conserver aucune trace.

La restitution des fichiers ou programmes ou documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA

7.2 - Accès au Centre et à l'INES

Les conditions d'accès au Centre et à l'INES sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont 2, 9, 29 et 30 mai, le 9 juin, le 10 novembre, les, 24, 26, 29, 30 et 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

8.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

8.2 - Restaurant d'entreprise

Le personnel du Titulaire peut bénéficier des restaurants des salariés du CEA Grenoble, sous réserve de la signature par le Titulaire d'une convention de restauration. Le Titulaire doit prendre contact avec Mme Turchiarelli au 04.38.78.10.18 ou Mme Desgouis au 04.38.78.04.90 pour établir et signer cette convention. Le tarif est celui appliqué au personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site.

8.3 - Habilitation - Certification

Le Titulaire, étant directement responsable de son personnel et de sa sécurité, s'engage à affecter aux Prestations, objet du présent accord-cadre, un personnel disposant d'une qualification appropriée et dûment habilité dans les diverses spécialités nécessaires à l'exécution des Prestations.

Si la réalisation d'une partie des Prestations nécessite des habilitations spécifiques, le Titulaire s'engage à ce que celles-ci ne soient réalisées que par du personnel titulaire des habilitations correspondantes.

8.4 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

8.5 - Zone à Faibles Emissions

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation en vigueur

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE

9.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

9.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

9.3 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu en double exemplaire établi par le Titulaire. Ce compte rendu est soumis, dans un délai de 5 jours suivant la date de réunion, à l'accord préalable du CEA avant diffusion.

ARTICLE 10 - LIVRABLES

Le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Livrables" et les tenir à jour tout au long de l'accord-cadre.

De façon générale, à la fin de chaque mois, le Titulaire informe le CEA de l'état d'avancement de sa mission.

Les Livrables seront remis selon les conditions définies au cahier des charges.

La remise des Livrables est une condition de Réception des Prestations par le CEA.

10.1 - Format des livrables remis

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous la forme informatique.

10.2 - Propriété des Résultats

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent accord-cadre sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 11 - RECEPTION DES PRESTATIONS

La réception des Prestations, objet de chacune des tranches des marchés subséquents, est prévue à la fin de la tranche correspondante et remise de l'ensemble des documents, à la charge du Titulaire, mis à jour et acceptés sans réserve par le CEA, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'acceptation sans réserve des Livrables(DIUO) par le CEA (Réception des Prestations). Il est précisé que la prise en compte des réserves du CEA ne peut différer la date de remise des dossiers complets, ni justifier une remise en cause du ou des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans le cadre du présent accord-cadre.

Toute réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les deux parties.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

Il est fait application du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent accord-cadre, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion de la prestation faisant l'objet du présent marché, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

1. Site CEA de Grenoble hors pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription pour son compte, par le CEA, des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 120 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais d'assainissement et/ou de décontamination.

Le Titulaire est informé qu'aux termes de ladite police, les assureurs du CEA renoncent à tous recours à l'encontre de toutes personnes présentes sur un site CEA à sa demande et avec son autorisation.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 500 000 € par sinistre pour les dommages de nature conventionnelle et à 10 000 000 € par sinistre pour les dommages de nature nucléaire. S'agissant du bâtiment 41, la franchise pour les dommages de nature nucléaire s'élève à 50 000 000 € par sinistre.

Cette police comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont

susceptibles d'être modifiées, sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

2. Pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription par le CEA des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 140 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers faisant partie du pôle MINATEC, à savoir notamment le Bâtiment des objets communicants (BOC), le Bâtiment des composants avancés (BCA), le Bâtiments des hautes technologies (BHT) la Maison des micro et nanotechnologie (MMNT), le Dispositif de fonction technique (DFT), le Bâtiment des Industries Intégratives (B2I) et le Centre de Conception Logiciel (CCL) contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, contamination radioactive.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tous recours à son encontre, et contre ses assureurs, du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 150 000 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

3. Site de l'INES

En tant que de besoin, et sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à l'égard du Titulaire, celui-ci est informé de la souscription par le CEA d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, jusqu'à 60 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens meubles du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, chute d'appareils de navigation aérienne, mur du son, événements naturels, dégâts des eaux, gel, fumées, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme et de sabotage, choc d'un véhicule, bris de glaces, catastrophes naturelles, autres événements non dénommés.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 12 500 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de

l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

ARTICLE 13 - DELAIS

Le Titulaire s'engage à exécuter les Prestations conformément aux délais définis dans les marchés subséquents.

ARTICLE 14 - MONTANT

14.1 - Accord-cadre

Le montant total maximum des marchés subséquents passés auprès de tous les Titulaires et pour toute la durée initiale et la période de reconduction de l'accord-cadre est de **1 000 000 € HT** (un million euros hors taxes).

Le CEA ne s'engage sur aucun montant minimum total à commander au titre de marchés subséquents. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

14.2 - Marchés subséquents

14.2.1 - *Conditions relatives aux prix*

Chaque marché subséquent conclu au titre du présent accord cadre est passé pour un montant ferme et forfaitaire.

Conformément à l'article 5.2 du présent accord cadre, ce montant est détaillé dans la proposition financière du Titulaire.

14.2.2 - *Taux horaire et journalier servant de base à la valorisation des marchés subséquents*

Les Prestations objet du présent Accord sont rémunérées sur la base des taux horaires et des taux journaliers plafond figurant en annexe 1 du projet d'accord-cadre (*annexe à renseigner par le soumissionnaire*).

Ces taux comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations y compris les frais liés à un ou des déplacements.

Ces taux sont fermes pour toute la durée de la tranche ferme du présent accord cadre.

14.2.3 - *Montant maximum d'un marché subséquent*

Le montant de chaque marché subséquent conclu au titre du présent accord-cadre ne saurait être supérieur à **70 000 € HT** (soixante-dix mille euros hors taxes).

ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX

Les montants fixés à l'article 14 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de Mars 2025 (mois de remise de l'offre).

Ils sont fermes pour la durée de la tranche ferme de l'accord-cadre.

En cas de reconduction de l'accord cadre, les prix peuvent être révisés à la date de prise d'effet de cette reconduction, à la demande du Titulaire, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après.

$$P = Po [0,20 + 0,80 \ln g / \ln g o]$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour
Po	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre
Ing o	Index divers de la construction - ING - Ingénierie publié par l'INSEE (Identifiant 001711010) pour le mois de la remise de l'offre

Ing	Dernière valeur connue de ce même index à la date de révision
-----	---------------------------------------------------------------

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 16 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

16.1 - Respect des indicateurs

En cas de non-respect des indicateurs définis au cahier des charges visé à l'article 2, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de un pour mille du montant HT du montant du marché subséquent, par jour calendaire d'écart constaté par rapport aux indicateurs fixés au cahier des charges.

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 15% du montant total HT du marché subséquent concerné.

16.2 - Autres cas

Le Titulaire encourt, en outre, des pénalités dans les cas suivants :

- non-restitution du badge CEA en fin de Prestations : 100 (cent) euros par badge,
- sortie du centre de Grenoble d'un matériel appartenant au CEA, sans accord préalable écrit de la Direction : 500 (cinq cent) euros par écart constaté,
- Retard de la transmission de la remise des rapports annuels : 100 (cent) euros par jour de retard.

16.3 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles 16.1 à 16.2, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 200 euros (deux cent euros) par jour calendaire de retard.

16.4 - Application des pénalités

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq fois sur une période de douze mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent accord-cadre de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle de l'accord-cadre. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 17 - FACTURATION- REGLEMENT

17.1 - Conditions de facturation des MS

Chaque facture doit reprendre les termes de paiement facturés antérieurement. Sauf dispositions contraires indiqués dans le marché subséquent, les factures sont établies selon l'échéancier suivant :

Tranche ferme :

- 100 % du montant TTC de la tranche ferme à la Réception sans réserves de la tranche ferme.

Tranche optionnelle n°1 :

- 90 % du montant TTC de la tranche optionnelle, sur situation mensuelle, après remise d'un rapport récapitulatif l'ensemble des livrables remis dans le mois écoulé, acceptés par le CEA sans réserves,
- 10 % du montant TTC de la tranche optionnelle à la Réception du DIUO.

Prestations sur bordereau de prix unitaires :

Les prestations sur bordereaux de prix unitaire sont facturées mensuellement avec toutes les taxes afférentes, pour toutes les prestations réceptionnées le mois précédent.

17.2 - Modalités de facturation et règlement

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent accord-cadre et du marché subséquent concerné.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux conditions de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative à la dématérialisation des factures, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- Toutes les factures émises portent la référence du présent accord cadre (520000xXXX) et du marché subséquent (4000XXXX).

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 18 - REGIME FISCAL

Le montant de l'accord-cadre est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 19 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 20 - CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent accord-cadre dûment signé afin que le CEA procède à sa notification.

ARTICLE 21 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Titulaire,

CEA,